

# Global trends

Plusieurs exercices de prospective mondiale se sont succédé au cours des récentes années.

Tous les quatre ans le « National intelligence Council », think-tank américain, publie une étude sur la façon dont il voit l'évolution du monde dans les quelques décennies à venir. Le dernier de ces exercices a été préparé en 2016 et publié à la mi-janvier 2017. **Global trends — Paradox of progress** : <https://www.dni.gov/index.php/global-trends-home> (Une édition française est accessible : <http://editionsdesequateurs.fr/aParaitre/oo/LeMondeEn2035VuParLaCIA>)

Le Parlement européen, son service de recherche, a fait réaliser des exercices similaires en 2017 et 2018. Deux publications en ont été tirées :

- **Global Trends to 2035 — Geo-politics and international power**, publié en septembre 2017 : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/603263/EPRS\\_STU\(2017\)603263\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/603263/EPRS_STU(2017)603263_EN.pdf)
- **Global Trends to 2035 — Economy and Society**, publié en novembre 2018 : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/627126/EPRS\\_STU\(2018\)627126\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/627126/EPRS_STU(2018)627126_EN.pdf)

Les lignes qui suivent fournissent une sélection de passages traduits en Français avec l'aide de [www.DeepL.com/Translator](https://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite).

Ces exercices donnent les lignes de force qui semblaient à l'œuvre à la veille d'une éventuelle nouvelle administration à la tête de la plus grande puissance mondiale, et dans l'ignorance de la profondeur du choc occasionné par la pandémie de coronavirus. On découvrira avec curiosité la prise en compte de ces évènements dans les prochaines versions d'ici une année ou deux. En attendant ... Bonne lecture...

## Table des matières

I. - Global trends — Paradox of progress	2
II. - Global Trends to 2035 — Geo-politics and international power	7
III. - Global Trends to 2035 — Economy and Society	16

# I. - Global trends — Paradox of progress

JANUARY 2017 NIC 2017-001

## THE FUTURE SUMMARIZED

**Nous vivons un paradoxe :** les réalisations de l'ère industrielle et de l'information façonnent un monde à venir qui est à la fois plus dangereux et plus riche en opportunités que jamais auparavant. Que les promesses ou les périls l'emportent, les choix de l'humanité seront déterminants.

Les progrès réalisés au cours des dernières décennies ont permis d'établir des liens historiques entre les personnes, de renforcer l'autonomie des individus, des groupes et des États et, ce faisant, de sortir un milliard de personnes de la pauvreté. Mais ces mêmes progrès ont également engendré des chocs comme le printemps arabe, la crise financière mondiale de 2008 et la montée mondiale des politiques populistes et anti-establishment. Ces chocs révèlent la fragilité des réalisations, soulignant les profonds changements dans le paysage mondial qui laissent présager un avenir proche sombre et difficile.

**Les cinq prochaines années seront marquées par des tensions croissantes au sein des pays et entre eux.** La croissance mondiale va ralentir, tout comme les défis mondiaux de plus en plus complexes menacent. Un éventail toujours plus large d'États, d'organisations et d'individus autonomes façonnera la géopolitique. Pour le meilleur et pour le pire, le paysage mondial émergeant met un terme à l'ère de domination américaine qui a suivi la guerre froide. Il en va peut-être de même pour l'ordre international fondé sur des règles qui a vu le jour après la Seconde Guerre mondiale. Il sera beaucoup plus difficile de coopérer au niveau international et de gouverner comme l'attendent les citoyens. Les opposants menaceront de bloquer la collaboration à tout bout de champ, tandis que les "chambres d'écho" de l'information renforceront d'innombrables réalités concurrentes, sapant ainsi les conceptions communes des événements mondiaux.

Cette crise de la coopération sera sous-tendue par les divergences locales, nationales et internationales sur le rôle approprié du gouvernement dans toute une série de domaines allant de l'économie à l'environnement, en passant par la religion, la sécurité et les droits des individus. Les débats sur les frontières morales - à qui on doit quoi - s'intensifieront, tandis que les divergences de valeurs et d'intérêts entre les États menaceront la sécurité internationale.

Il sera tentant de mettre de l'ordre dans ce chaos apparent, mais cela coûterait trop cher à court terme et serait voué à l'échec à long terme. La domination d'acteurs autonomes et proliférants dans de multiples domaines nécessiterait des ressources inacceptables à une époque de faible croissance, de limites budgétaires et de fardeau de la dette. Agir de la sorte au niveau national serait la fin de la démocratie, entraînant l'autoritarisme ou l'instabilité, ou les deux. Bien que la force matérielle reste essentielle au pouvoir géopolitique et étatique, les acteurs les plus puissants de l'avenir s'appuieront sur les réseaux, les relations et l'information pour rivaliser et coopérer. C'est la leçon de la

politique des grandes puissances dans les années 1900, même si ces puissances ont dû l'apprendre et la réapprendre.

Les guerres par procuration des États-Unis et de l'Union soviétique, notamment au Viêt Nam et en Afghanistan, ont été un signe avant-coureur des conflits de l'après-guerre froide et des combats actuels au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud, dans lesquels des adversaires moins puissants empêchent la victoire en raison de stratégies asymétriques, d'une idéologie et de tensions sociétales. La menace du terrorisme va s'étendre dans les décennies à venir, à mesure que les petits groupes et les individus utiliseront les nouvelles technologies, idées et relations à leur avantage.

**En attendant, les États restent très pertinents. La Chine et la Russie seront encouragées, tandis que les agresseurs régionaux et les acteurs non étatiques verront des ouvertures pour poursuivre leurs intérêts.** L'incertitude concernant les États-Unis, un Occident tourné vers l'intérieur, et l'érosion des normes en matière de prévention des conflits et de droits de l'homme encourageront la Chine et la Russie à mettre un frein à l'influence américaine. Ce faisant, leur agression en "zone grise" et leurs diverses formes de perturbation resteront en deçà du seuil de la guerre chaude, mais comporteront de profonds risques d'erreur de calcul. Une confiance excessive dans la capacité de la force matérielle à gérer l'escalade augmentera les risques de conflit entre États à des niveaux jamais vus depuis la guerre froide. Même si la guerre chaude est évitée, le modèle actuel de "coopération internationale là où nous pouvons l'obtenir" - par exemple sur le changement climatique - masque d'importantes différences de valeurs et d'intérêts entre les États et ne contribue guère à freiner les affirmations de domination au sein des régions. Ces tendances conduisent à un monde de sphères d'influence.

**Pour de nombreux pays, la situation n'est pas non plus beaucoup plus favorable sur le plan intérieur.** Si des décennies d'intégration mondiale et de progrès technologiques ont enrichi les plus riches et sorti ce milliard de la pauvreté, principalement en Asie, elles ont également creusé les classes moyennes occidentales et alimenté le mouvement de rejet de la mondialisation. Les flux migratoires sont plus importants aujourd'hui qu'au cours des 70 dernières années, ce qui fait craindre une vidange des caisses de l'aide sociale et une concurrence accrue pour les emplois, et renforce les impulsions nativistes et anti-élite. Le ralentissement de la croissance et les perturbations du marché du travail dues à la technologie menaceront la réduction de la pauvreté et alimenteront les tensions au sein des pays dans les années à venir, alimentant ainsi le nationalisme même qui contribue aux tensions entre les pays.

**Pourtant, cet avenir proche et morne n'est guère gravé dans la pierre. Que les cinq ou vingt prochaines années soient plus lumineuses ou plus sombres, dépendra de trois choix :** Comment les individus, les groupes et les gouvernements vont-ils renégocier les attentes qu'ils ont les uns envers les autres pour créer un ordre politique à une époque où les individus sont autonomes et où les économies évoluent rapidement ? Dans quelle mesure les grandes puissances étatiques, ainsi que les individus et les groupes, vont-ils élaborer de nouveaux modèles ou de nouvelles architectures de coopération et de concurrence internationales ? Dans quelle mesure les gouvernements, les groupes et les individus se prépareront-ils dès maintenant à faire face à des problèmes mondiaux à multiples facettes tels que le changement climatique et les technologies de transformation ?

Trois histoires ou scénarios - « Archipels » « Orbites » et « Communautés » - explorent comment les tendances et les choix importants peuvent se croiser pour créer différentes voies vers l'avenir. Ces scénarios mettent l'accent sur des réponses alternatives à la

Global trends — traduction d'extraits de travaux américains et européens  
volatilité à court terme, aux niveaux national (îles), régional (orbites), et sous-étatique et transnational (communautés).

- **Archipels** enquête sur une restructuration de l'économie mondiale qui conduit à de longues périodes de croissance lente ou nulle, remettant en cause à la fois les modèles traditionnels de prospérité économique et la présomption que la mondialisation continuera de s'étendre. Le scénario met l'accent sur les défis que doivent relever les gouvernements pour répondre aux exigences de la société en matière de sécurité économique et physique, alors que le rejet populaire de la mondialisation augmente, que les technologies émergentes transforment le travail et le commerce et que l'instabilité politique s'accroît. Il souligne les choix auxquels les gouvernements seront confrontés dans des circonstances qui pourraient inciter certains à se replier sur eux-mêmes, à réduire le soutien à la coopération multilatérale et à adopter des politiques protectionnistes, tandis que d'autres trouveront des moyens de tirer parti de nouvelles sources de croissance économique et de productivité.
- **Orbites** explore un avenir de tensions créées par les grandes puissances concurrentes qui aspirent à leurs propres sphères d'influence tout en essayant de maintenir la stabilité chez elles. Il examine comment les tendances à la montée du nationalisme, à l'évolution des modèles de conflit, à l'émergence de technologies perturbatrices et à la diminution de la coopération mondiale pourraient se combiner pour accroître le risque de conflit entre États. Ce scénario met l'accent sur les choix politiques qui s'offrent aux gouvernements pour renforcer la stabilité et la paix ou exacerber les tensions. Il met en scène une arme nucléaire utilisée dans la colère, qui se révèle être un moyen de concentrer les esprits mondiaux pour que cela ne se reproduise plus.
- **Communautés** montre comment les attentes croissantes du public face à la diminution de la capacité des gouvernements nationaux ouvrent un espace aux gouvernements locaux et aux acteurs privés, remettant en question les hypothèses traditionnelles sur ce que gouverner signifie. Les technologies de l'information restent le principal outil, et les entreprises, les groupes de pression, les organisations caritatives et les collectivités locales se montrent plus agiles que les gouvernements nationaux pour fournir des services aux populations qui soutiennent leurs programmes. La plupart des gouvernements nationaux résistent, mais d'autres cèdent une partie de leur pouvoir à des réseaux émergents. Partout, du Moyen-Orient à la Russie, le contrôle est plus difficile.

**Comme l'implique le paradoxe du progrès, les mêmes tendances générant des risques à court terme peuvent également créer des opportunités pour de meilleurs résultats à long terme.** Si le monde avait la chance de pouvoir profiter de ces opportunités, l'avenir serait plus favorable que ne le suggèrent nos trois scénarios. Dans le paysage mondial émergent, plein de surprises et de discontinuités, les États et les organisations les plus aptes à exploiter ces opportunités seront ceux qui sont résistants, ce qui leur permettra de s'adapter aux conditions changeantes, de persévérer face à l'adversité inattendue et de prendre des mesures pour se redresser rapidement. Ils investiront dans les infrastructures, les connaissances et les relations qui leur permettront de gérer les chocs, qu'ils soient économiques, environnementaux, sociétaux ou cybersécuritaires.

De même, les sociétés les plus résilientes seront probablement celles qui libèrent et exploitent pleinement le potentiel de tous les individus, qu'il s'agisse des femmes et des

minorités ou de ceux qui ont été frappés par les récentes tendances économiques et technologiques. Elles évolueront avec les courants historiques, plutôt que contre eux, et utiliseront le champ toujours plus large des compétences humaines pour façonner l'avenir. Dans toutes les sociétés, même dans les circonstances les plus sombres, il y aura ceux qui choisiront d'améliorer le bien-être, le bonheur et la sécurité des autres - en utilisant des technologies de transformation pour le faire à grande échelle. Alors que l'inverse sera vrai, les forces destructrices seront plus fortes que jamais, le casse-tête central des gouvernements et des sociétés est de savoir comment allier les capacités individuelles, collectives et nationales de manière à obtenir une sécurité, une prospérité et un espoir durables.

## Global Trends and Key Implications Through 2035

**Les riches se font vieux, les pauvres non.** Les populations en âge de travailler diminuent dans les pays riches, en Chine et en Russie, mais augmentent dans les pays en développement et les pays pauvres, notamment en Afrique et en Asie du Sud, ce qui accroît les pressions sur l'économie, l'emploi, l'urbanisation et le bien-être et stimule les migrations. La formation initiale et continue sera cruciale, tant dans les pays développés que dans les pays en développement.

**L'économie mondiale est en pleine mutation.** La faiblesse de la croissance économique persistera à court terme. Les grandes économies seront confrontées à une diminution de la main-d'œuvre et des gains de productivité tout en se remettant de la crise financière de 2008-2009 avec une dette élevée, une demande faible et des doutes sur la mondialisation. La Chine tentera de passer d'une économie axée sur les exportations et les investissements, qu'elle privilégie depuis longtemps, à une économie axée sur la consommation. Le ralentissement de la croissance menacera la réduction de la pauvreté dans les pays en développement.

**La technologie accélère le progrès mais entraîne des discontinuités.** Les progrès technologiques rapides accéléreront le rythme du changement et créeront de nouvelles opportunités, mais agraveront les divisions entre les gagnants et les perdants. L'automatisation et l'intelligence artificielle menacent de faire évoluer les industries plus vite que les économies ne peuvent le faire, pouvant délocaliser les travailleurs et réduire la voie habituelle de développement des pays pauvres. Les biotechnologies telles que la réécriture du génome vont révolutionner la médecine et d'autres domaines, tout en exacerbant les clivages moraux.

**Les idées et les identités entraînent une vague d'exclusion.** La connectivité mondiale croissante dans un contexte de faible croissance va accroître les tensions au sein des sociétés et entre elles. Le populisme augmentera à droite et à gauche, menaçant le libéralisme. Certains dirigeants utiliseront le nationalisme pour consolider leur contrôle. L'influence religieuse sera de plus en plus importante et plus autoritaire que celle de nombreux gouvernements. Presque tous les pays verront les forces économiques renforcer le statut des femmes et leur rôle de leader, mais il y aura aussi des réactions négatives.

**Gouverner devient de plus en plus difficile.** Les citoyens exigeront des gouvernements qu'ils assurent la sécurité et la prospérité, mais la stagnation des ressources, la méfiance, la polarisation et une liste croissante de nouveaux problèmes entraveront les performances des gouvernements. La technologie va élargir l'éventail des acteurs qui peuvent bloquer ou contourner l'action politique. La gestion des problèmes mondiaux

deviendra plus difficile à mesure que les acteurs se multiplieront - y compris les ONG, les entreprises et les personnes autonomes -, ce qui entraînera des efforts plus ponctuels et moins globaux.

**La nature des conflits est en train de changer.** Le risque de conflit augmentera en raison des intérêts divergents des grandes puissances, de la menace terroriste croissante, de l'instabilité persistante dans les États faibles et de la diffusion de technologies mortelles et déstabilisantes. Les sociétés déstabilisatrices deviendront plus courantes, avec des armes de précision à longue portée, des systèmes cybernétiques et robotiques pour cibler les infrastructures à distance, et des technologies plus accessibles pour créer des armes de destruction massive.

**Le changement climatique, l'environnement et les questions de santé exigeront une attention particulière.** Toute une série de dangers mondiaux constituent des menaces imminentes et à plus long terme qui nécessiteront une action collective pour y faire face, alors même que la coopération devient plus difficile. Des conditions météorologiques plus extrêmes, le stress hydrique et pédologique, ainsi que l'insécurité alimentaire vont bouleverser les sociétés. L'élévation du niveau de la mer, l'acidification des océans, la fonte des glaciers et la pollution modifieront les modes de vie. Les tensions liées au changement climatique s'intensifieront. L'augmentation des déplacements et la médiocrité des infrastructures sanitaires rendront les maladies infectieuses plus difficiles à gérer.

## Conclusion

Ces tendances convergeront à un rythme sans précédent pour rendre la gouvernance et la coopération plus difficiles et pour changer la nature du pouvoir - ce qui modifiera fondamentalement le paysage mondial. Les tendances économiques, technologiques et sécuritaires, en particulier, augmenteront le nombre d'États, d'organisations et d'individus capables d'agir en fonction de ces tendances. Au sein des États, l'ordre politique restera incertain et les tensions élevées jusqu'à ce que les sociétés et les gouvernements renégocient leurs attentes mutuelles. Entre les États, le moment unipolaire de l'après-guerre froide est passé et l'ordre international basé sur des règles d'après 1945 pourrait également s'estomper. Certaines grandes puissances et certains agresseurs régionaux chercheront à faire valoir leurs intérêts par la force mais trouveront les résultats fugaces en découvrant des formes traditionnelles et matérielles de pouvoir moins aptes à garantir et à maintenir les résultats dans un contexte de prolifération des acteurs du veto.

## II. - Global Trends to 2035 — Geo-politics and international power

Commandé par le service de recherche du Parlement européen, publié en septembre 2017 : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/603263/EPRS\\_STU\(2017\)603263\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/603263/EPRS_STU(2017)603263_EN.pdf)

### Résumé pour décideurs (Executive Summary)

#### Section 1 : Tendances depuis 2015

En 2015, le système européen d'analyse des stratégies et des politiques (ESPAS) a lancé son rapport "Tendances mondiales à l'horizon 2030 : l'UE peut-elle relever les défis qui l'attendent ? Ce rapport vise à mettre à jour et à étendre ce rapport en incluant les développements qui se sont produits dans la géopolitique européenne et mondiale depuis lors, et projettera les développements jusqu'en 2035.

En s'intéressant à l'évolution des tendances à plus long terme, à la manière dont les nouvelles technologies peuvent être surévaluées et au renforcement du croisement des tendances, ce rapport tente d'éviter le biais cognitif qui consiste à donner trop d'importance aux événements marquant émergeant au moment de son écriture. Néanmoins, il y a quelques histoires importantes qui, bien qu'elles soient relativement récentes, pourraient avoir des implications majeures à long terme pour l'Europe.

- Président des États-Unis Donald Trump. Si, dans l'immédiat, la politique étrangère des États-Unis est très incertaine, compte tenu du programme politique peu orthodoxe de Trump, on peut s'attendre à ce que, à long terme, les pressions et les incitations habituelles du système international entrent en vigueur et obligent les États-Unis à s'engager avec le monde selon les orientations de la politique menée sous l'administration Obama et le second mandat de George W. Bush.
- Brexit. Ce rapport ne fait aucune prédition sur la manière dont Brexit sera négocié ou non. Il suppose que la population et l'économie du Royaume-Uni resteront globalement les mêmes que ce qui est prévu et que, d'ici 2035 au moins, le pays aura une relation étendue avec l'UE, que ce soit en tant que membre ou partenaire.
- Crise des réfugiés/migrations. Bien que le nombre de franchissements illégaux de frontières ait diminué depuis le pic atteint en 2015 et qu'une résolution des conflits en Syrie et en Irak réduira vraisemblablement la pression migratoire à partir de ces pays, les pressions migratoires globales augmenteront. Il est probable que 2015 pourrait constituer un précédent pour la prochaine fois qu'un conflit ou une catastrophe naturelle se produira dans le voisinage de l'Europe.
- Information et guerre cybernétique. Malgré la quasi-certitude de cyber-attaques dommageables à mesure que les dispositifs basés sur Internet prolifèrent et que les acteurs criminels et les gouvernements hostiles découvrent les vulnérabilités du jour zéro, ce rapport suppose que le monde développé restera dépendant de l'Internet et de la technologie. Dans certains domaines, tels que les campagnes politiques de haut niveau, il pourrait y avoir un retour aux flux de travail pré-internet, mais les avantages économiques des technologies de l'information et des communications continueront à l'emporter sur les risques de piratage.

- Terrorisme. La nature très médiatisée des attaques de loups solitaires qui ont eu lieu dans toute l'Europe ces dernières années inspire les imitateurs et est difficile à prévenir. Les services de sécurité ne seront pas en mesure de traquer tous les terroristes potentiels en Europe, d'autant plus que l'effondrement de l'État islamique en Syrie et en Irak déclenche le retour des combattants étrangers. Les attentats individuels contre des "cibles vulnérables" sont susceptibles de rester une menace constante en Europe, parallèlement aux modes et sources plus traditionnels de terrorisme.

## Section 2 : Tendances à l'horizon 2035

### **Tendance 1 : Une population mondiale qui vieillit**

Le monde fait face à une population vieillissante en raison de l'augmentation de l'espérance de vie et de la baisse des taux de fertilité. Comme les taux de dépendance évoluent avec l'augmentation des populations âgées, les gouvernements seront confrontés à la baisse des taux d'épargne, à la baisse de la consommation et à une pression croissante sur les services sociaux. Il existe des différences marquées dans les changements démographiques entre les pays développés et les pays en développement. En général, les pays à revenu élevé connaissent une stagnation ou un déclin de leur population. À l'inverse, de nombreux pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, connaissent une "explosion de la jeunesse" et une augmentation de la population en âge de travailler. Ces deux situations démographiques posent des défis aux gouvernements qui cherchent à mettre en place des politiques économiquement durables et politiquement acceptables.

### **Tendance 2 : une mondialisation fragile dans un monde multipolaire**

Les craintes d'un affaiblissement de l'enthousiasme pour la mondialisation se sont, semble-t-il, concrétisées ces dernières années. Cependant, de nombreuses variables détermineront si le prétendu environnement anti-échangiste de 2016 durera jusqu'en 2035. Dans le scénario le plus probable, les modèles de mondialisation seront moins influencés par la politique et plus par des facteurs structurels. Le commerce mondial est stable en pourcentage de la croissance mondiale, probablement en raison de la réorientation de la Chine vers la consommation intérieure et de la maturité du commerce des marchandises. Une économie davantage axée sur les services aura des exigences différentes en matière de gouvernance du commerce mondial, mais Pékin, Bruxelles et Washington resteront les principaux points de décision pour les affaires économiques mondiales.

### **Tendance 3 : Révolution industrielle et technologique**

D'ici 2035, les progrès technologiques auront un impact majeur sur les fondements sociaux et économiques de la société, potentiellement plus important que la phase initiale d'informatisation à partir des années 1980. Les technologies impliquant l'automatisation et l'apprentissage machine ont le potentiel de perturber les marchés du travail, rendant des millions d'emplois obsolètes. À mesure que des technologies telles que les voitures à conduite automatique commenceront à proliférer, les gouvernements à tous les niveaux seront confrontés à des questions d'adaptation, de gouvernance et de développement humain. Les pays seront obligés de déterminer quelle proportion de leur infrastructure d'information de base ils permettront de confier à des entreprises domiciliées dans d'autres pays. Les parties pourraient être confrontées à un compromis entre la protection de la vie privée des consommateurs et l'encouragement de la croissance des entreprises

## Global trends — traduction d'extraits de travaux américains et européens

d'intelligence artificielle qui dépendent d'une grande quantité de données pour la mise au point et l'amélioration des algorithmes. La question de savoir quand les sociétés exploitant des plates-formes obtiendront un pouvoir monopolistique sera une question clé portée devant les tribunaux dans de nombreux pays.

### Tendance 4 : changement climatique et concurrence des ressources

Les changements du climat mondial dus à l'augmentation des gaz à effet de serre ne seront pas inversés d'ici 2035, même si de grands progrès sont réalisés avec la mise en œuvre d'accords politiques visant à réduire considérablement l'utilisation du carbone à l'avenir. Alors que les conséquences du changement climatique deviennent de plus en plus évidentes - et que des événements naturels tels que les famines et la pression de l'eau deviennent liés au changement climatique dans le discours populaire - le monde va probablement voir les différends politiques liés au climat proliférer au niveau national et international. Les énergies renouvelables vont proliférer et devenir compétitives sur le plan des coûts dans le monde entier, mais elles vont déclencher l'instabilité dans les pays qui dépendent des combustibles fossiles, dont beaucoup se trouvent dans le voisinage de l'Europe.

### Tendance 5 : Changement de pouvoir dans le système international

À bien des égards, l'équilibre des pouvoirs dans le système international en 2017 ressemble globalement à celui du monde en 2000. Pourtant, à certains égards fondamentaux, le monde a considérablement changé. Les guerres en Irak et en Afghanistan ont rendu ses participants méfiants à l'égard des interventions étrangères. La Chine a étendu sa présence dans le monde. La Russie a démontré sa volonté d'intervenir dans les pays voisins et d'attaquer les démocraties par des "guerres" de l'information. De plus, les conséquences de la crise financière de 2007-2008 ont affecté la capacité de nombreux pays à financer des dépenses militaires supplémentaires. Certaines grandes tendances devraient se poursuivre jusqu'en 2035 : les États-Unis resteront la plus grande puissance militaire ; la Chine et les leaders régionaux verront leur puissance augmenter ; la Russie se concentrera sur les zones à avantage asymétrique pour contrer le déclin de sa population ; et la création d'une structure militaire européenne unifiée dotée d'un important pouvoir expéditionnaire sera l'un des plus grands jokers du système international.

### Tendance 6 : Nouveaux domaines de concurrence entre les États

Lorsque l'on projette les tendances à long terme dans les affaires internationales, il est important de considérer la possibilité que les grands conflits de 2035 soient centrés sur des questions qui n'apparaissent guère dans l'arène internationale aujourd'hui, ou qui sont au mieux des questions secondaires. Au cours des deux prochaines décennies, il s'agira probablement du marché spatial, des nouveaux systèmes d'armes comme les véhicules sans pilote, de la police des États voyous, de la cyberguerre et de la gouvernance de l'internet, et de l'océan Arctique.

### Tendance 7 : La politique à l'ère de l'information

La politique évolue souvent en réaction à l'évolution des tendances sociétales et économiques. Il est prouvé - depuis les mesures sur l'inégalité jusqu'au pourcentage des services dans l'économie - que dans une grande partie du monde développé, on est passé de l'ère industrielle à une économie de l'information. Des réactions politiques à ces changements économiques sont déjà en cours aux États-Unis et en Europe. S'il est très peu probable qu'elles bouleversent complètement le paysage politique actuel d'ici 2035, elles ajouteront de nouvelles couches qui modifieront les coalitions partisanes et

s'appuieront sur des mécanismes incitatifs. Certains des aspects les plus importants seront la réorganisation de l'industrie et la concurrence politique pour de nouveaux ensembles électoraux ou des ensembles électoraux plus importants, tels que les nouveaux professionnels de la classe moyenne supérieure, les anciens travailleurs de l'industrie, les entrepreneurs de l'économie de marché et les personnes âgées.

### Tendance 8 : Menaces écologiques

Si le changement climatique est un processus progressif qui se fera sentir au cours des décennies, il augmente également la probabilité de catastrophes relativement soudaines, telles que des ouragans plus forts, des famines plus graves ou des sécheresses. D'ici 2035, le monde sera très probablement confronté à un plus grand nombre de catastrophes naturelles, et le système politique devra s'y adapter. L'Europe du Nord connaîtra des inondations plus importantes. L'Europe du Sud connaîtra des vagues de chaleur plus fréquentes. Le système international devra créer un système plus solide pour protéger les réfugiés climatiques et les migrants, qui se multiplieront à mesure que le changement climatique augmentera la puissance des catastrophes naturelles et que l'urbanisation rapide fera que les catastrophes naturelles toucheront davantage de personnes.

## Section 3 : Pouvoir international à l'horizon 2035

Les huit tendances mondiales examinées dans la section précédente auront des conséquences importantes sur certaines des hypothèses les plus fondamentales concernant la conception du système international. Elles s'ajouteront probablement à une évolution continue qui fera passer l'ordre de l'après-guerre froide, dominé par des États-Unis unipolaires, à un ordre multipolaire, dans lequel les puissances moyennes auront un pouvoir considérablement accru et où les entreprises et les institutions internationales constitueront des contraintes majeures pour l'action des États.

Deux des principales incertitudes du système international concernent la liberté d'action des États. Si le tabou nucléaire reste en place et que les systèmes de surveillance et de défense aérienne des États s'améliorent, la possibilité de conflit entre États ou d'action transfrontalière diminue. Cependant, si les États sont de moins en moins capables d'empêcher que la politique intérieure ne déborde sur d'autres pays, que ce soit par le biais de flux de réfugiés, du terrorisme ou d'activités criminelles, il se peut que des coalitions régionales interviennent dans des pays instables.

Une autre variable est la résilience des institutions mondiales face à l'évolution des poids économiques et politiques. Des pays comme la Chine exigeront une plus grande représentation, mais seront confrontés à l'opposition des pays qui risquent de perdre de leur influence. Si des réformes ne sont pas entreprises, il y a une forte probabilité que des institutions alternatives soient créées par les pays qui poussent à la réforme.

## Section 4 : Scénarios à l'horizon 2035

Cette section utilise la méthode de projection de scénarios développée par Pierre Wack à la Royal Dutch Shell dans les années 1970 pour proposer des futurs alternatifs sur l'environnement dans lequel les décideurs européens opèrent en 2035. Les scénarios n'ont pas pour but de prédire ce qui se passera, mais de formuler des scénarios internes cohérents et plausibles de ce qui pourrait se produire, afin de tester les hypothèses et d'encourager les décideurs politiques à élaborer des stratégies en vue de faire face à des situations d'urgence.

## Global trends — traduction d'extraits de travaux américains et européens

Les scénarios sont construits à partir de la combinaison des deux variables suivantes.

1. Adaptation (ou non-adaptation) des économies européennes aux défis de l'ère de l'information, conduisant à une (in)stabilité en Europe

2. Une évolution maîtrisée (ou désordonnée) du système mondial vers la multipolarité, conduisant à une (in)stabilité en dehors de l'Europe.

Les deux macro-éléments moteurs ont été combinés dans leurs versions extrêmes pour créer quatre scénarios mutuellement exclusifs.

### **Scénario 1 : Les malades d'Europe : une Europe instable dans un monde stable.**

Dans ce scénario, l'Europe ne parvient pas à s'adapter aux bouleversements économiques provoqués par l'économie de l'information et la puissance croissante de la Chine, de l'Inde et d'autres pays sont orientés vers le maintien de l'ordre international.

L'Europe connaît une croissance économique moyenne relativement faible, avec une récession qui touche un grand nombre de ses membres, le Royaume-Uni quittant l'UE sans accord de transition. La Grèce quitte l'euro et la spéculation persiste sur le fait que d'autres pays quitteront l'Union au cours de la prochaine récession. Les partis politiques européens voient leur soutien diminuer rapidement une fois au gouvernement et le système politique se fragmente, les partis extrémistes, nationalistes ou personnels représentant un pourcentage plus important des voix.

Les États-Unis abandonnent rapidement leur politique étrangère "America First", pourachever leur pivot vers l'Asie. Les pays en développement se rapprochent des institutions internationales, mais voient leurs demandes de réforme satisfaites en grande partie aux dépens de l'influence de l'Europe, comme la perte d'un siège au Conseil de sécurité des Nations unies et des droits de vote au FMI.

### **Scénario 2 : Guerres froides : une Europe stable dans un monde stable.**

Dans ce scénario, l'Europe s'adapte à l'économie de l'information et les États-Unis, l'Europe et la Chine collaborent pour éviter qu'un monde multipolaire ne sombre dans le conflit.

La croissance de l'Europe est en partie attribuable à un "New Deal" européen, qui remanie le contrat social. Une union fiscale et un filet de sécurité sociale sont mis en place à l'échelle européenne, ce qui réduit au minimum la surévaluation ou la sous-évaluation de la monnaie commune dans chaque pays d'utilisation. Le résultat n'est pas une panacée immédiate, tout comme le New Deal du président Franklin D. Roosevelt n'a pas mis fin à la Grande Dépression. Au contraire, l'accumulation progressive de nouvelles politiques conduit à une transformation de la culture politique au cours des 15 dernières années vers un système plus fédéraliste, avec un plus grand pouvoir pour les niveaux de gouvernement européen et infranational.

La plus grande stabilité du système international encourage un sommet sur les normes de la cyberguerre et une série d'accords mondiaux, sur le modèle du traité sur la réduction des armes stratégiques, tentent de faire accepter que le piratage et la détérioration délibérée de cibles civiles ne sont pas autorisés et que des réponses proportionnelles sont acceptées.

La stabilité de ce scénario contient les germes de problèmes futurs. La recherche d'une transition pacifique vers la multipolarité conduit les États-Unis et l'Europe à accepter des régions autoritaires, le changement climatique peut être négligé en mettant l'accent sur l'emploi, et le vieillissement de la population peut encourager les gouvernements à

gagner des voix en retardant les ajustements des pensions, mettant ainsi en péril la santé budgétaire future.

### **Scénario 3 : Fondations creuses : une Europe instable dans un monde instable.**

Dans ce scénario, l'Europe ne parvient pas à s'adapter à l'économie de l'information, et peu d'entreprises européennes sont capables de concurrencer les sociétés technologiques des États-Unis et de la Chine. La gouvernance mondiale s'effiloche de plus en plus, les États-Unis, la Chine et d'autres pays s'affrontant sur le rôle qu'ils cherchent à jouer dans la définition des normes du système.

Le processus d'intégration est bel et bien inversé par les États qui promeuvent leurs propres politiques, auparavant placées sous l'égide de l'UE. Des groupes ad hoc collaborent sur diverses questions, mais parviennent rarement à un consensus européen, tandis que les États membres s'affrontent fréquemment en matière de politique étrangère. Les États-Unis deviennent de plus en plus isolationnistes et considèrent l'OTAN comme moins pertinente pour leur calendrier. L'article V reste applicable à l'intégrité territoriale de ses membres, mais il est considéré comme ne couvrant pas la guerre de l'information ou le terrorisme.

L'évasion fiscale devient une plus grande source de perte de ressources pour les pays du monde entier et le monde développé voit la création de facto d'un système fiscal à deux vitesses, les individus et les sociétés les plus riches payant des impôts nettement moins élevés. C'est une source de discorde dans les forums internationaux et une source de méfiance entre les citoyens et leurs gouvernements.

### **Scénario 4 : l'UE en tant que puissance mondiale : une Europe stable dans un monde instable.**

Dans ce scénario, l'Europe augmente les salaires de toutes les catégories de la population et stabilise le système financier. La Chine est agressive au niveau international, en partie pour détourner l'attention des problèmes économiques et de gouvernance intérieurs. Le Brésil, la Russie, le Nigeria et l'Inde préconisent la fin de l'ordre international dirigé par l'Occident.

La croissance économique et l'instabilité qui règnent ailleurs créent des facteurs d'incitation et d'attraction pour la migration vers l'Europe, ce qui conduit à un système continental modelé sur l'approche australienne en matière d'immigration. Une série de crises externes produisent des réponses européennes communes. Celles-ci créent une nouvelle dynamique d'intégration qui est codifiée dans un nouveau traité, appelé Constitution. Le Royaume-Uni rejoint l'UE.

Le haut représentant devient un acteur plus puissant sur la scène internationale. Le déclin de l'économie russe a entraîné des conflits dans les États voisins, les pays cherchant à réincorporer les enclaves soutenues par la Russie. L'Europe est sollicitée comme puissance médiateuse à la fois dans son voisinage et à l'étranger, car elle est acceptée comme un interlocuteur crédible par les États-Unis et les pays non occidentaux.

## Section 5 : Défis et options politiques

Les tendances et les scénarios présentent un certain nombre de défis à l'UE pour les deux prochaines décennies. Ce qui suit n'est pas une liste exhaustive de recommandations politiques, mais un aperçu de dix domaines qui, selon les conclusions des sections précédentes, seront particulièrement importants pour l'Europe au cours des deux prochaines décennies.

## 1. Gérer les tensions liées à l'OTAN

L'OTAN restera probablement le leader dans les principaux domaines de la sécurité et de la défense des pays européens jusqu'en 2035. Cependant, les gouvernements européens devront gérer ou résoudre une série de problèmes liés à l'organisation dans les années à venir. Il s'agit notamment de la question du pivot américain vers l'Asie, de la question de savoir si l'OTAN s'implique dans la sécurité des frontières et si une politique spécifique est nécessaire pour la Turquie.

## 2. Renforcer les institutions de défense et de sécurité de l'UE

L'année 2035 est peut-être trop tôt pour une structure de commandement unifiée qui pourrait rivaliser avec celle d'un État-nation. Néanmoins, il est probable que l'intégration de la défense et de la sécurité progresse, en partie en raison des nouvelles menaces et de la possibilité que les États-Unis ne prêtent pas attention aux questions européennes. Parmi les défis politiques spécifiques sur lesquels l'UE devra se concentrer au cours des 20 prochaines années, on peut citer : la réduction des inefficacités dans les marchés publics de la défense, le développement d'une perspective stratégique commune et la manière d'utiliser des approches fragmentaires de la collaboration en matière de défense et de sécurité dans les années à venir au service d'objectifs stratégiques plus larges.

## 3. Renforcer la cybersécurité

Les cyberattaques constitueront des défis majeurs pour les pays de l'UE au cours des 20 prochaines années, en grande partie en raison de leur nature imprévisible. Par exemple, la plupart des experts en cybersécurité n'ont pas prévu les tentatives apparentes de la Russie d'influencer les résultats des élections américaines en manipulant les informations en ligne et en piratant les comptes de messagerie électronique de certains participants clés. Néanmoins, certains défis spécifiques semblent très probables au cours des 20 prochaines années, tels que les tentatives des services de renseignement étrangers ou de groupes apparentés d'influencer les élections européennes ; les réglementations en matière de localisation des données, car la pression des citoyens de l'UE pourrait s'intensifier pour empêcher les agences de renseignement ou les groupes criminels non européens d'accéder à leurs données en ligne ; et le développement d'une doctrine de cyberguerre.

## 4. Utiliser la durabilité comme source de soft power

Au cours des vingt prochaines années, l'UE sera confrontée à des défis dans les domaines de soft power où elle occupe actuellement le premier rang. L'un de ces domaines est celui du commerce et des investissements durables. L'UE et ses États membres ont élaboré une législation sur la durabilité parmi les plus complètes au monde. Sur le long terme, cela permet de soutenir fortement la réputation de l'UE et des entreprises européennes. Ce corpus législatif donne à l'UE une plate-forme à partir de laquelle elle peut susciter des changements similaires en faveur du commerce et des investissements durables dans d'autres régions du monde. À mesure que la durabilité et la sensibilisation à l'environnement deviennent une préoccupation plus importante pour les pays du monde entier, l'UE pourrait utiliser sa position de leader pour accroître son pouvoir dans ce domaine, en compensant une partie de la perte d'influence diplomatique que son déclin économique relatif entraînerait autrement.

## 5. Retrouver une marge de manœuvre budgétaire dans un contexte où la main-d'œuvre vieillit

À long terme, l'UE aura besoin de nouvelles politiques pour lutter contre les effets du vieillissement de la population. Alors que les gouvernements européens s'efforcent de mettre en œuvre de nouvelles réformes des programmes sociaux pour tenir compte du vieillissement de la population, ils devront faire face à la perspective de voir les citoyens qui votent refuser la baisse du niveau de vie pendant leurs années de retraite. Au cours des 20 prochaines années, les politiques de l'UE devront peut-être inclure : des mesures visant à relever l'âge de la retraite d'une manière politiquement acceptable, des programmes destinés à prolonger la vie active des citoyens ou à améliorer leur productivité, et des politiques visant à accroître la contribution des citoyens en âge de travailler à la population active.

## **6. Exploiter la puissance de l'intelligence artificielle**

L'automatisation et l'intelligence artificielle vont accentuer plusieurs tendances économiques et de politique publique au cours des 20 prochaines années. Si la tendance est à l'accentuation du déplacement des emplois, il y a aussi un impact positif, car de nouveaux emplois sont créés dans la R&D, la programmation et les services liés à la technologie. Parmi les principaux défis politiques et les solutions possibles, on peut citer : la création d'un consensus social autour de l'avenir de l'automatisation ; l'encouragement de l'adoption rapide de nouvelles technologies pertinentes, en particulier par les petites et moyennes entreprises, qui sont désavantagées dans tout domaine nécessitant l'accès à de grandes quantités de données ; la réévaluation des modèles de développement pour les pays les plus pauvres ; et l'examen de programmes d'aide au revenu pour ceux dont les emplois ont été supprimés par l'évolution technologique.

## **7. Combattre la pénurie de nourriture et d'eau en Afrique et au Moyen-Orient**

D'ici à 2035, le changement climatique et la concurrence pour les ressources pourraient faire de la pénurie de nourriture et d'eau en Afrique et au Moyen-Orient une question géopolitique et de sécurité pour l'UE, plutôt qu'une question de développement. Il est possible que le nombre de personnes déplacées par le changement climatique qui cherchent à émigrer vers l'UE augmente fortement. Pour y faire face, il convient notamment d'augmenter les budgets d'aide sur des questions telles que la gouvernance, la corruption, les filets de sécurité sociale et la qualité des institutions, de mieux gérer les stocks mondiaux de céréales, ce qui peut empêcher les flambées des prix des denrées alimentaires les plus élémentaires, et d'encourager les développements de la biotechnologie, dans des domaines tels que la technologie des cultures résistantes à la sécheresse.

## **8. Profiter des possibilités de l'exploration spatiale**

Depuis sa genèse à la fin des années 1950, le développement des activités spatiales de l'Europe a été unique dans ses origines purement scientifiques. Au sein de l'Agence spatiale européenne (ESA), elle a également donné naissance à une organisation qui a prospéré parallèlement à l'UE, mais dont les attributions peuvent offrir à un plus grand nombre de pays la possibilité d'en devenir membres. Au cours des vingt prochaines années, plusieurs facteurs sont susceptibles d'alimenter le développement de la politique spatiale européenne, tels que : considérer l'accent mis par l'Europe sur les fusées de transport lourd en tant que produit commercial ; intégrer l'espace dans les doctrines militaires ; et décider de faire concurrence au secteur privé dans les domaines commerciaux, ou de concentrer l'action gouvernementale sur des tâches non commerciales telles que l'exploration spatiale.

## **9. Créer des grappes d'entreprises pour construire une Europe de pointe**

Les grappes d'entreprises et d'institutions interconnectées peuvent stimuler la productivité et l'innovation dans divers domaines, et dépendent souvent du soutien des pouvoirs publics, soit directement (par l'implantation d'une installation gouvernementale), soit indirectement (par des subventions aux universités). Afin de concurrencer les entreprises des États-Unis, de la Chine et du Japon, les entreprises européennes bénéficieraient du développement et de l'approfondissement des grappes d'entreprises. Toutefois, cela pourrait aller à l'encontre de l'impulsion politique de l'UE, qui vise à garantir que la prospérité soit répartie de manière égale dans toute l'Union, plutôt que concentrée dans quelques régions qui peuvent déjà être riches. Parmi les moyens de concilier ces deux besoins, citons : l'élaboration de politiques fondées sur les clusters pour remplacer les politiques au niveau de l'industrie et des entreprises ; l'encouragement d'un financement public plus important de la recherche fondamentale dans les universités ; la simplification des services sociaux et des politiques de retraite au niveau européen, afin d'encourager la migration vers les clusters en provenance de toute l'Union ; et la garantie de l'accès aux capitaux et aux marchés pour aider une entreprise innovante à trouver le succès qui fait croître un cluster partout où il émerge.

## **10. S'adapter aux nouveaux types de menace terroriste**

La menace du terrorisme restera un défi majeur pour les décideurs politiques européens jusqu'en 2035. Outre la recherche de moyens pour répondre aux types de menaces terroristes actuellement connus, de nouveaux types de menaces apparaîtront au cours des 20 prochaines années. Il peut s'agir, entre autres, du bio-hacking, la conception de nouveaux germes et virus ; de la robotique avancée, permettant de lancer à distance des attentats précis ou des attaques faisant de nombreuses victimes par des individus ou des petits groupes ; des armes à impression 3D ; et des attaques de loups solitaires contre des cibles civiles vulnérables.

### III. - Global Trends to 2035 — Economy and Society

Commandé par le service de recherche du Parlement européen, publié en novembre 2018 : [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/627126/EPRS\\_STU\(2018\)627126\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/627126/EPRS_STU(2018)627126_EN.pdf)

#### Résumé pour décideurs (Executive Summary)

Deux tendances qui semblent bien établies au niveau mondial le sont :

- i) une croissance démographique continue, bien que lente et en décélération progressive, et
- ii) une convergence économique rapide des marchés émergents, impliquant un déclin relatif considérable de l'UE.

L'effet combiné de ces deux tendances fait qu'il est réellement possible que d'ici 2035, l'UE-27 ne figure pas parmi les trois plus grandes économies - même si la croissance par habitant continue à augmenter lentement en Europe. Cette diminution du poids relatif de l'économie européenne a également pour conséquence que, pour la plupart des États membres, le marché intérieur pourrait devenir moins important que le marché mondial, ce qui renforcerait les forces centrifuges ("pas de Brexit sans la Chine").

L'incertitude quant au futur ordre économique mondial provient moins de l'évolution prévisible des poids que de la différence de points de vue sur les rôles relatifs du gouvernement et des marchés dans les deux grandes puissances émergentes, l'Inde et la Chine.

#### Mondialisation

La mondialisation au sens traditionnel du terme (volume des échanges commerciaux par rapport au PIB) pourrait avoir atteint son point culminant. Étant donné le rôle probablement dominant de la Chine, la principale incertitude concernant le système économique mondial est liée à deux de ses choix politiques, tous deux concernant le degré de contrôle de l'État sur l'économie :

- a) À l'heure actuelle, l'assaut majeur contre le système commercial mondial vient d'un président américain erratique. Mais à plus long terme, la survie du système commercial mondial ouvert et multilatéral dépendra de la décision de la Chine de devenir une économie de marché à part entière ou du maintien du "rôle de guide" du parti communiste, qui est désormais étendu à toutes les entreprises privées. Il est difficile d'imaginer un système commercial mondial dans lequel la plus grande économie est soumise à un contrôle étatique étendu.
- b) La mesure dans laquelle le dollar américain restera la monnaie de réserve mondiale dominante dépendra du degré d'ouverture des marchés des capitaux autorisé par les autorités chinoises au cours de la prochaine décennie environ. Accepter la libre circulation des capitaux implique un coût important pour les autorités chinoises, car elles perdraient ainsi le contrôle du taux de change, ce qui compliquerait considérablement leur contrôle sur l'économie.

## Croissance

La croissance rapide des économies émergentes ne devrait pas représenter un problème pour l'économie de l'UE (qui s'est déjà adaptée à la Chine). L'expansion de la classe moyenne et le maintien de niveaux d'investissement élevés dans les économies émergentes devraient même profiter à l'industrie européenne, qui est spécialisée dans des investissements et des biens de consommation de haute qualité. Nous constatons que les avantages tangibles en termes de productivité découlant des progrès indubitablement rapides des technologies de l'information (TI) se sont jusqu'à présent révélés insaisissables. Toutefois, il existe de solides arguments pour qu'ils se concrétisent à moyen terme.

Le marché intérieur fragmenté de l'UE pour les services informatiques est susceptible de constituer un handicap dans un secteur dominé par une forme de concurrence où "le gagnant remporte tout". Sans un effort majeur pour augmenter les dépenses de R&D dans certaines technologies clés, il est donc probable que l'économie européenne continuera à prendre du retard dans ce domaine, par rapport aux États-Unis et à la Chine.

## Énergie et changement climatique

Ces dernières années ont vu de nouvelles baisses importantes du coût des énergies renouvelables, principalement pour le solaire photovoltaïque et l'éolien offshore. Le coût du stockage a également baissé rapidement, atténuant l'inconvénient de la nature intermittente de ces sources d'énergie. La principale incertitude à l'heure actuelle est de savoir si ces réductions de coûts vont se poursuivre. Jusqu'à présent, les réductions de prix ont concerné des éléments techniques de base (les wafers dans les installations photovoltaïques et dans la production de batteries), mais les coûts des systèmes comprennent de nombreux autres éléments pour lesquels les réductions semblent plus difficiles. Ces coûts "secondaires" sont particulièrement importants pour les applications résidentielles et sont donc susceptibles d'entraver l'émergence d'un système de production d'électricité décentralisé. La date exacte du "pic pétrolier" (demande) reste incertaine, mais il semble probable que la concurrence pour les ressources en hydrocarbures sera atténuée. Les augmentations des prix du pétrole seront limitées par l'offre assez élastique, et sensible au prix, provenant de sources non conventionnelles.

D'ici 2035, les preuves du changement climatique devraient être encore plus convaincantes et les coûts associés devraient être apparents. Toutefois, les politiques pourraient se trouver dans une impasse car le nouveau stock de capital mondial accumulé dans les économies émergentes actuelles (non seulement en termes de production d'électricité à partir du charbon, mais aussi de logement et d'infrastructures de transport) pourrait rendre très coûteux le passage à une économie à faible émission de carbone. Il est peu probable que l'UE joue un rôle plus que secondaire dans la politique climatique mondiale, car ses propres émissions devraient être tombées à moins d'un dixième du total mondial.

## Dynamique interne de l'UE

Au cours des deux dernières décennies, on a assisté à une convergence est-ouest considérable dans l'UE-27, mais pas nord-sud au sein de la zone euro. Toutefois, les problèmes à venir pourraient ne pas se situer le long de ces lignes de faille connues, mais entre les pays qui peuvent bénéficier des nouvelles technologies grâce à une gouvernance interne forte (surtout une éducation de qualité) et ceux où l'accumulation et

## Global trends — traduction d'extraits de travaux américains et européens

la production de connaissances sont faibles. Les recherches sur les limites de la convergence à long terme aux États-Unis confirment le rôle clé de l'éducation et de l'investissement dans la R&D, même au sein d'une économie très intégrée. Nos scénarios sont basés sur ces éléments, qui font de la poursuite d'une croissance lente et d'une convergence progressive le résultat le plus probable.

L'inégalité est largement perçue comme un problème croissant. Cependant, nous constatons que les données de l'UE sont très différentes de celles des États-Unis, où l'on constate une tendance continue à l'augmentation des inégalités. En Europe, en revanche, on ne constate aucune tendance de ce type. Au cours des deux dernières décennies, les États membres ont connu des expériences très différentes en matière d'inégalité, certaines ayant augmenté, d'autres ayant diminué. En outre, les différents indicateurs donnent une image différente. En résumé, les données ne confirment pas l'impression d'une tendance généralisée à l'augmentation des inégalités dans l'ensemble de l'UE.